



MINISTERE DES COMPTES PUBLICS

Direction des Achats de l'Etat (DAE)

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)

**MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE-CHARGES ET EQUIPEMENTS DIVERS
CONCERNANT LES SITES D'ADMINISTRATION CENTRALE DES MINISTERES, CEUX
DU MINISTERE DES ARMEES AINSI QUE CEUX DE CERTAINS ETABLISSEMENTS
PUBLICS DE L'ETAT**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Numéro de consultation : DAE_2020_SAD_ASCENSEURS

Procédure de passation : Système d'acquisition dynamique - Admission

PREAMBULE - CONTEXTE	3
Article 2 – REPRESENTATION DES PARTIES	5
ARTICLE 2.1 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	5
ARTICLE 2.2 - REPRESENTATION DU TITULAIRE	5
Article 3 – PRÉSENTATION ET OBJET DU SAD	5
ARTICLE 3.1 - PRESENTATION	5
ARTICLE 3.2 - OBJET.....	5
Article 4 – BÉNÉFICIAIRES DU SAD	7
Article 5 – CATÉGORIES DU SAD	7
Article 6 – LIEU D'EXÉCUTION	8
Article 7 – DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT LE SAD.....	8
Article 8 – DURÉE DU SAD.....	9
Article 9 – CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	9
Article 10 - SOUS-TRAITANCE	9
Article 11 – CLAUSE SOCIALE	10
Article 12 – MODALITÉS DE REMISE EN CONCURRENCE POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES	10
ARTICLE 12.1 - CONDITIONS GENERALES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES	10
ARTICLE 12.2 - DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES	10
ARTICLE 12.3 - ELEMENTS REMIS AUX CANDIDATS LORS DE L'ENVOI DE L'INVITATION A SOUMISSIONNER	10
ARTICLE 12.4 - ORGANISATION DE LA MISE EN CONCURRENCE DANS LE CADRE DES MARCHES SPECIFIQUES.....	11
Article 12.4.1 - Modalités de choix de l'offre.....	11
Article 12.4.2 - Test de conformité des matériels.....	11
ARTICLE 12.5. - NOTIFICATION DES MARCHES SPECIFIQUES.....	11
Article 13 – DISPOSITIONS DIVERSES	11
ARTICLE 13.1 - EXCLUSION D'UN CANDIDAT ADMIS	11
ARTICLE 13.2 - FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS	11
ARTICLE 13.3 - LANGUE	12
ARTICLE 13.4 - AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	12
ARTICLE 13.5 - DIFFERENDS.....	12
ARTICLE 13.6 - LITIGES ET CONTENTIEUX.....	13

PREAMBULE - CONTEXTE

Le décret du 3 mars 2016 crée une direction des achats de l'État (DAE), placée auprès du ministre de l'Action et des comptes publics.

La DAE définit la politique des achats de l'État sous l'autorité du Premier ministre et s'assure de sa mise en œuvre :

- Elle définit les stratégies d'achat sur les segments d'achats courants et désigne l'opérateur chargé de les mettre en œuvre au niveau approprié (interministériel, ministériel, déconcentré) ;
- Elle peut aussi conclure les marchés, accords-cadres, ou toute autre catégorie de contrat destinés à répondre aux besoins des administrations de l'État ;
- Elle assure l'animation interministérielle et inter-opérateurs de la fonction achat (pilotage de groupes d'études, diffusion des bonnes pratiques...) et met en place des outils, des modes de travail communs et des actions visant à professionnaliser la filière achat ;
- Elle mesure la performance des actions prévues et réalisées ;
- Elle s'assure de l'atteinte des objectifs fixés aux achats de l'État sur les quatre axes de performance achat que sont la performance économique, la place des PME dans les achats, la performance environnementale, l'achat socialement responsable et l'achat innovant.

S'agissant de la maintenance des ascenseurs, des montes charges, des plateformes élévatrices, élévateurs pour personnes à mobilité réduite, des trottoirs roulants, des escaliers mécaniques au bénéfice des services de l'État et des établissements publics en France métropolitaine :

Comme suite à la fin de l'offre de l'UGAP (fin de l'accord-cadre en cours au 31/12/20), la stratégie d'achat de l'Etat retient notamment les principes suivants :

- Une mutualisation des achats au niveau des administrations centrales d'Ile de France,
- Une mutualisation des achats au niveau national pour ce qui concerne le parc du ministère des armées et celui des établissements publics « à réseau » (comportant des implantations dans plusieurs régions).

L'objet du présent système d'acquisition dynamique porté par la direction des achats de l'Etat (DAE) est de répondre aux besoins de ces bénéficiaires.

Par ailleurs, les besoins des services déconcentrés de l'Etat en régions font l'objet de supports contractuels séparés (en dehors du périmètre du présent SAD) sur des périmètres (inter)régionaux.

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

« **Système d'acquisition dynamique** » ou « **SAD** » ou « **système** » : c'est un processus entièrement électronique de passation de marché public, par lequel le pouvoir adjudicateur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

« **Marché spécifique** » : marché passé dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique qui fait l'objet d'une mise en concurrence entre les opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

« **Catégorie** » : le système d'acquisition dynamique est subdivisé en catégories, qui peuvent être des catégories de fournitures, de services ou de travaux. Elles sont définies sur la base des caractéristiques du marché spécifique à exécuter dans le cadre de la catégorie concernée.

« **Pouvoir adjudicateur** » : désigne l'entité représentant juridiquement l'État dans le cadre de la procédure. Il est représenté par l'acheteur.

« **PLACE** » : Plateforme électronique des échanges, où les pièces du SAD sont mises à disposition des candidats durant toute la durée du système.

« **Bénéficiaires** » : désigne les entités administratives adhérentes au SAD et énumérées à l'article 2.

« **Etablissement public national** » : désigne une entité juridique dont les besoins sont répartis sur l'ensemble du territoire national métropolitain.

« **Etablissement public régional** » : désigne une entité juridique dont les besoins sont cantonnés à une région (dans le cadre du présent SAD, il s'agit de la région Ile-de-France).

« **Ascenseur** » : appareil de levage qui dessert des niveaux définis à l'aide d'un habitacle qui se déplace le long de guides rigides (ou selon une course parfaitement fixée dans l'espace, même s'ils ne se déplacent pas le long de guides rigides) et dont l'inclinaison sur l'horizontale est supérieure à 15 degrés, destiné au transport de personnes, de personnes et d'objets, d'objets uniquement si l'habitable est accessible, c'est-à-dire si une personne peut y pénétrer sans difficulté, et s'il est équipé d'éléments de commande situés à l'intérieur de l'habitable ou à la portée d'une personne se trouvant à l'intérieur de celui-ci. L'habitable d'un ascenseur doit être une cabine, conçue et construite pour offrir l'espace et la résistance correspondant au nombre maximal de personnes et à la charge nominale de l'ascenseur fixés par l'installateur ou fabricant. Les ascenseurs de vitesse nominale $> 0,15$ m/s sont soumis à la Directive Ascenseurs 2014/33/UE transposée en droit français par le décret 2016-550 Une présomption de conformité est obtenue en respectant les normes harmonisées NF EN 81-20 (Installation et fonctionnement) ou NF EN 81-50 (Calculs et essais). Les ascenseurs de vitesse nominale $\leq 0,15$ m/s sont soumis à la Directive Machines 2006/42/CE

« **E.P.M.R** » : les élévateurs pour personnes à mobilité réduite (E.P.M.R.) sont des plateformes élévatrices verticales ou équivalentes à usage des personnes à mobilité réduite, installées à demeure, et n'excédant pas une vitesse de 0,15 mètre par seconde. Si la hauteur d'élévation est supérieure à 3 mètres, l' E.P.M.R doit avoir subi un examen CE de type réalisé par un organisme notifié dans le domaine du levage de personnes (et non des ascenseurs). L'E.P.M.R. est soumis à la Directive Machines 2006/42/CE. Une présomption de conformité est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 81-41(élévateurs verticaux) ou équivalent.

« **M.C.** » : les monte-charges sont des appareils de levage uniquement destinés au transport de charges. Ils sont équipés d'un habitacle accessible ou inaccessible aux personnes dont les éléments de commandes se trouvent soit à l'extérieur de celle-ci, soit hors de portée d'une personne se situant à l'intérieur. Les M.C. sont soumis à la Directive Machines 2006/42/CE.

« **M.C. inaccessible dit « non-accompagné »** » : appareil desservant des niveaux définis et ayant un habitacle permettant l'accès pour les opérations de chargement ou de déchargement, munis d'un organe de commande situé à l'extérieur de l'habitable. Les dimensions ou la constitution de l'habitable pouvant comporter un ou plusieurs compartiments s'opposent manifestement à l'accès des personnes. Les dimensions de la cabine ou du compartiment devant être au plus égales à :

- 1) surface = 1,00 m²
- 2) profondeur = 1,00 m
- 3) hauteur = 1,20 m.

Une présomption de conformité à la Directive Machines 2006/42/CE est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 81-3 (Règles de sécurité) ou équivalent.

« **M.C. accessible dit « accompagné »** » : appareil desservant des niveaux définis et ayant un habitacle permettant l'accès pour les opérations de chargement ou de déchargement, munis d'un organe de commande en cabine.

« **P.F.E.** » : les plateformes élévatrices (P.F.E.) comportent une plate-forme aménagée en vue du transfert de charges, et d'une façon générale, pour toute mise à niveau de ces charges. La P.F.E. est soumise à la Directive Machines 2006/42/CE.

« **T.R.** » : les trottoirs roulants (T.R.) sont des machines destinées à transporter des personnes dans un couloir de circulation piétonne dont la trajectoire est rectiligne et l'inclinaison inférieure à 12°. C'est une installation entraînée par un moteur, destinée au transport des personnes dans laquelle la surface de transport demeure parallèle à la direction de déplacement et est ininterrompue. Le T.R. est soumis à la Directive Machines 2006/42/CE. Une présomption de conformité est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 115 ou équivalent.

« **E.M.** » : les escaliers mécaniques (E.M.) sont des machines destinées à transporter des personnes entre deux niveaux d'un bâtiment. C'est un escalier incliné en mouvement continu entraîné par un moteur, destiné à monter ou à descendre des personnes et dans lequel la surface de transport demeure horizontale. L'E.M. est soumis à la Directive Machines 2006/42/CE. Une présomption de conformité est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 115 ou équivalent.

« **Téléalarme** » : Moyen de communication bidirectionnelle permettant d'obtenir une liaison permanente avec un service d'intervention rapide. La téléalarme est soumise à la Directive Ascenseurs. Une présomption de conformité est obtenue en respectant la norme harmonisée NF EN 81-28 ou équivalent.

« **Télesurveillance** » : aux fonctions de la téléalarme, elle ajoute la surveillance permanente du fonctionnement des différents composants de l'ascenseur et peut transmettre automatiquement toute information permettant d'agir avant ou dès l'apparition d'un dysfonctionnement de l'installation.

« **Batterie** » : groupe d'ascenseurs liés électriquement, dont les commandes palières sont communes, desservant les mêmes niveaux et ayant à chacun de ces niveaux des portes d'accès proches et visibles simultanément. On parle de duplex, triplex, etc.

« **Manœuvre** » : composant logique ou électronique de gestion des sécurités et du trafic et faisant partie intégrante de la “machinerie” d’un ascenseur. Elle est reliée aux boîtes à boutons d’appel et d’ordre utilisés pour faire aller et venir un appareil à un niveau demandé.

« **Prestation associée** » : prestation complémentaire payante à la maintenance minimale et/ou étendue ou normale et/ou complète.

« **Astreinte** » : terme désignant une prestation associée payante proposant des conditions d’intervention complémentaires allant au-delà des prestations règlementaires de base.

« **E.R.P.** » : constitue un établissement recevant du public (E.R.P.) tout bâtiment, local et enceinte dans lequel des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lequel est tenue des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non. Sont considérées comme faisant partie du public, toutes les personnes admises dans l’établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel.

« **I.G.H.** » : constitue un immeuble de grande hauteur (I.G.H.) aux termes de l’article R-122-2 du Code de la Construction et de l’Habitation, tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des services publics de secours et de lutte contre l’incendie à plus de 50 m pour les immeubles à usage d’habitation, à plus de 28 m pour tous les autres immeubles.

Article 2 – REPRESENTATION DES PARTIES

Article 2.1 - Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du système d'acquisition dynamique (SAD).

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Article 2.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire du SAD désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du SAD.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans la candidature du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du SAD.
Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Article 3 – PRÉSENTATION ET OBJET DU SAD

Article 3.1 - Présentation

Pour la présente consultation, l'acheteur décide de mettre en œuvre un processus de système d'acquisition dynamique (SAD) pour la maintenance d’ascenseurs, de monte-charges accessibles et inaccessibles et d’équipements divers (élévateurs pour personne à mobilité réduite, plateformes élévatrices, escaliers mécaniques, trottoirs roulants).

Le système d'acquisition dynamique donne lieu à la conclusion de marchés spécifiques de services. Les prestations peuvent porter sur tout ou partie de ces types d’équipements suivant les marchés spécifiques passés. Ces derniers prévoient la maintenance de sites situés soit en Ile-de-France, soit en régions.

Le SAD est ouvert pendant toute sa période de validité à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection. Pour assurer l'égalité de traitement et permettre à tout opérateur économique intéressé de participer au SAD, l'acheteur offre, par voie électronique, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation tout au long de sa durée de validité.

Article 3.2 - Objet

Le présent système d'acquisition dynamique concerne des prestations de services. Il a pour objet de fournir aux bénéficiaires la maintenance préventive et correctrice des différents types d’équipements mentionnés ci-dessous.

Le SAD a pour objet la réalisation de prestations :

- de maintenance préventive et corrective d'ascenseurs, d'élévateurs pour personnes à mobilité réduite, de monte-charges, de plates-formes élévatrices, de trottoirs roulants et d'escaliers mécaniques, de prestations associées et de fourniture de pièces détachées ;
- d'inventaire précis des équipements à fournir au début de l'exécution du marché spécifique et à la fin d'exécution du marché ;
- de réalisation d'une étude de sécurité dans les 15 jours calendaires qui suivent la prise en charge des appareils en cas de changement de titulaire ;
- d'élaboration d'un plan d'entretien des équipements dans les 15 jours calendaires qui suivent la prise en charge des appareils
- d'accompagnement des prestations de contrôle réglementaire ;
- d'élaboration de rapports d'activité de maintenance trimestriels (interventions, taux de pannes, dépenses de maintenance correctives, recommandations) ;
- le cas échéant, d'astreinte 24 h / 24 h et/ou personnel de permanence (suivant besoin exprimé pour tel ou tel équipement au stade du lancement du marché spécifique) ;
- le cas échéant, de saisie d'interventions sur le système de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO), en vue de les porter à connaissance de l'acheteur et du bénéficiaire ;
- la constitution de stocks de pièces détachées.

La maintenance préventive et correctrice correspond aux niveaux 1 à 4 de la norme AFNOR FD X 60-000 (« Maintenance industrielle - Fonction maintenance »), avril 2016, dont les actions sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

Niveau	Actions	Intervenants	Documentation associée	Moyens logistiques
1	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Réglages, contrôles et inspections simples ▶ Opérations élémentaires de maintenance préventive ▶ Remplacement consommables et accessoires 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Exploitant (opérateur, régleur...) 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Modes opératoires d'automaintenance ▶ Procédures assurance qualité 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Petit outillage ▶ Consommables
2	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Maintenance préventive systématique ▶ Réparations par échanges standards simples 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Technicien ou exploitant habilité (régleur, chef de ligne, conducteur...) 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Procédures détaillées ▶ Instructions de maintenance ▶ Documents de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Équipements de soutien d'utilisation simple ▶ Pièces de rechange portables
3	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Maintenance corrective : diagnostic dépannage, réparation ▶ Maintenance préventive complexe 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Technicien de maintenance qualifié 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Procédures détaillées ▶ Dossier machine ▶ Documents de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Équipements de soutien complexes ▶ Outillages, moyens de contrôle et d'essais, pièces de rechange
4	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Travaux importants de Maintenance corrective ou préventive ▶ Améliorations importantes 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Techniciens spécialisés et professionnels d'un atelier central de maintenance ▶ Société spécialisée 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Dossier machine ▶ Documentations spécifiques ▶ Dossier de préparation ▶ Documents de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Gros outillage ▶ Moyens importants de contrôle et/ou d'essai ▶ Pièces de rechange et sous-ensembles

Sont exclus de l'objet du SAD :

- La maintenance de niveau 5, au sens de la AFNOR FD X 60-000 :

Niveau	Actions	Intervenants	Documentation associée	Moyens logistiques
5	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Rénovation ▶ Reconstruction ▶ Gros travaux d'amélioration 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Constructeur du matériel ou société spécialisée 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Documentation spécifique (constructeur) 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Moyens logistiques importants et/ou spécifiques

- Tous les travaux de modernisation, de mise en conformité d'un appareil avec les règlements ou ceux rendus nécessaires par l'obsolescence du matériel, excepté la téléalarme,

- Les installations de transport à câbles, y compris les funiculaires pour le transport public ou non des personnes, les ascenseurs spécialement conçus et construits à des fins militaires ou de maintien de l'ordre, les ascenseurs équipant les puits de mine, les élévateurs de machinerie de théâtre, les ascenseurs installés dans des moyens de transport, les ascenseurs liés à une machine et exclusivement destinés à l'accès au poste de travail de celle-ci et les ascenseurs de chantier, de ponts élévateurs, de grues et autres engins divers de manutention.

Article 4 – BÉNÉFICIAIRES DU SAD

Les services de l'État ainsi que les établissements publics, listés dans l'annexe 1 « Liste des bénéficiaires (indicative et non exhaustive) » sont désignés dans le présent document comme « bénéficiaires ». Les marchés spécifiques sont passés par l'acheteur, en application de l'article 8 du Décret n° 2016- 247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'État et relatif à la gouvernance des achats de l'État, pour le compte des ministères et services de l'État ainsi que des établissements publics.

Les comptables assignataires de l'État sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux services de l'État pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - Arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat
 - Arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au JORF.

Pour les établissements publics de l'État, le comptable assignataire de la dépense sont les agents comptables concernés.

Services de l'Etat :

La liste des services de l'Etat inclus dans le périmètre du SAD est définie en annexe 1 « Liste des bénéficiaires (indicative et non exhaustive) » au présent CCP

Établissements publics de l'État :

La liste des établissements adhérents au SAD est définie en annexe 1 « Liste des bénéficiaires (indicative et non exhaustive) » au présent CCP. Elle précise pour chacun d'entre eux si leurs besoins sont cantonnés à l'Île-de-France (cf catégorie 1 définie à l'article suivant) ou s'ils sont présents sur l'ensemble du territoire métropolitain (notion d'établissements publics nationaux, cf catégorie 3 définie à l'article suivant).

Une convention de groupement est conclue conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, entre la DAE et les établissements publics de l'État listés.

Article 5 – CATÉGORIES DU SAD

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en catégories ci-dessous définies.

Catégorie 1

Maintenance d'ascenseurs, monte-charges accessibles et inaccessibles, élévateurs pour personne à mobilité réduite, plateformes élévatrices, escaliers mécaniques et trottoirs roulants pour le compte des services de l'État et établissements publics listés en annexe 1 du CCP du SAD « Liste des bénéficiaires (indicative et non exhaustive) ». Ces équipements sont situés en Île-de-France.

Catégorie 2

Maintenance d'ascenseurs, monte-charges accessibles et inaccessibles, élévateurs pour personne à mobilité réduite, plateformes élévatrices pour le compte des services de l'État listés en annexe 1 du CCP du SAD « Liste des bénéficiaires (indicative et non exhaustive) ». Ces équipements sont relativement proches dans un secteur géographique clairement délimité dans Paris intramuros ou banlieue. Ils ne font pas partie d'immeubles de grande hauteur (IGH).

Catégorie 3

Maintenance d'ascenseurs, monte-charges accessibles et inaccessibles, élévateurs pour personne à mobilité réduite, plateformes élévatrices, escaliers mécaniques et trottoirs roulants concernant des sites présents sur l'ensemble du territoire métropolitain pour le compte des services de l'État, du Ministère des Armées et de certains établissements publics listés en annexe 1 du CCP du SAD « Liste des bénéficiaires (indicative et non exhaustive) ». Ces équipements sont situés en France métropolitaine

Les catégories 1, 2 et 3 sont estimées (valeurs prévisionnelles et non contractuelles) comme suit :

Catégories	Equipements	Nombre estimé sur 10 ans
1	Ascenseurs	2 300 unités une dizaine sont en IGH (Immeuble de grande Hauteur)
	Monte-charges accessibles et inaccessibles	230 unités
	Elévateurs pour personne à mobilité réduite	140 unités
	Plateformes élévatrices	80 unités
	Escaliers mécaniques	26 unités
	Trottoirs roulants	3 unités
2	Ascenseurs	50 unités
	Monte-charges accessibles et inaccessibles	
	Elévateurs pour personne à mobilité réduite	
	Plateformes élévatrices	
3	Ascenseurs	2 000 unités
	Monte-charges accessibles et inaccessibles	
	Elévateurs pour personne à mobilité réduite	
	Plateformes élévatrices	
	Escaliers mécaniques	
	Trottoirs roulants	

Dans le tableau ci-dessus, un équipement à maintenir n'est comptabilisé qu'une seule fois dans le cas où il est concerné par un marché spécifique initial et un marché spécifique de renouvellement.

Article 6 – LIEU D'EXÉCUTION

La fourniture des matériels entrant dans l'objet des marchés spécifiques et l'exécution des prestations annexes doivent pouvoir couvrir l'ensemble des départements de France métropolitaine et Corse.

Article 7 – DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT LE SAD

Le système d'acquisition dynamique est constitué des éléments énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes

Article 8 – DURÉE DU SAD

La durée du système d'acquisition dynamique court à compter de la date à laquelle le premier opérateur économique est informé de son admission quelle que soit la catégorie.

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée de **76 mois**.

Cette durée permettra notamment (dispositions données à titre purement indicatif) :

- à l'occasion d'une 1^{ère} vague de marchés spécifiques dont la durée est de 36 mois, de dresser un premier inventaire des équipements et de leur état d'obsolescence et de leur réparabilité ;
- à l'occasion d'une 2^{ème} vague de marchés spécifiques dont la durée est de 60 mois, d'inciter le mainteneur à constituer un stock minimum de pièces (suite à l'inventaire réalisé par le précédent titulaire) pour assurer une maintenance optimale des équipements. Une telle durée de marché permet également au titulaire de s'engager sur une période suffisante et d'améliorer les équipements dans une logique d'amélioration continue.

Il est précisé que pour une même vague d'achats, les marchés spécifiques ne sont pas systématiquement passés à la même date. A titre d'illustration, le marché spécifique du ministère des armées (en 1^{ère} vague d'achats) sera passé pour un début d'exécution au 1^{er} janvier 2023. La mise en concurrence sera ainsi faite dans le courant de l'année 2022.

Le SAD ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Les documents contractuels régissant le SAD sont mis à disposition des candidats pendant toute la validité du système afin de leur permettre de candidater durant cette période.

Article 9 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les modalités relatives à l'examen des candidatures sont décrites dans le règlement de la consultation.

Les opérateurs économiques intéressés peuvent donc transmettre un dossier de candidature à tout moment, hors période de mise en place du SAD et hors procédure de passation d'un marché spécifique.

Article 10 - SOUS-TRAITANCE

Les stipulations ci-dessous s'appliquent au stade de l'exécution des marchés spécifiques.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Les opérations de maintenance préventive des ascenseurs et des monte-charges
- La réalisation des inventaires des équipements (état d'obsolescence, réparabilité)
- Les rapports d'activité
- Les réunions annuelles

Article 11 – CLAUSE SOCIALE

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 de la commande publique par le biais d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Cette clause est applicable à la durée de chacun des marchés spécifiques des catégories 1 et 3.

Elle est mise en œuvre et contrôlée par marché spécifique (voir stipulations correspondantes au stade de l'exécution des marchés spécifiques).

Article 12 – MODALITÉS DE REMISE EN CONCURRENCE POUR L'ATTRIBUTION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Article 12.1 - Conditions générales de passation des marchés spécifiques

Lors de la survenance d'un besoin, une procédure de remise en concurrence des opérateurs économiques admis dans le système est organisée conformément aux dispositions des articles R.2162-49 à R.2162-51 du code de la commande publique.

Les marchés spécifiques passés au titre du SAD sont des accords-cadres mono-attributaire exécutés par l'émission de bons de commande. Ils sont conclus sans minimum et sans maximum.

Planning prévisionnel (indicatif) de notification des premiers marchés spécifiques :

Catégories	Date de notification prévue
1	T4 2020
2	T4 2020
3	Non déterminée à la date de parution du SAD

Article 12.2 - Durée des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques (MS) sont conclus pour une durée de vingt-quatre mois à soixante mois ferme à compter de leur date de notification suivant la décision prise par l'acheteur. Cette durée est mentionnée notamment dans l'invitation à soumissionner du MS.

Les marchés spécifiques ne sont pas reconductibles.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché spécifique sur le fondement duquel il est émis sans toutefois que leur exécution ne puisse excéder 6 mois suivant la fin du marché spécifique.

Article 12.3 - Eléments remis aux candidats lors de l'envoi de l'invitation à soumissionner

L'acheteur invite simultanément tous les candidats admis pour la catégorie correspondant au marché spécifique concerné.

L'invitation comprend au minimum:

- 1°) Les références de l'avis d'appel à la concurrence du SAD publié ;
- 2°) La date limite de réception des offres, l'adresse à laquelle les offres doivent être remises ;
- 3°) La durée du marché spécifique ;

- 4°) La liste des documents à fournir :
- Mémoire technique succinct (sur la base d'un modèle court et simple à renseigner) ;
 - Annexe prix ;
 - Liste de recensement des équipements
 - Bordereau de prix unitaires;
- 5°) La pondération des critères d'attribution du marché spécifique ;
- 6°) L'adresse du profil d'acheteur sur lequel les documents de la consultation sont mis à disposition des candidats.
- 7°) Le délai de validité de l'offre

L'invitation précise également la date et l'heure limites de remise des offres. Le délai de remise des offres pour un marché spécifique est au minimum de 10 jours à compter de l'envoi de l'invitation à soumissionner.

Article 12.4 - Organisation de la mise en concurrence dans le cadre des marchés spécifiques

Article 12.4.1 - Modalités de choix de l'offre

Article 12.4.1.1 - Les critères d'attribution des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques sont passés avec l'opérateur préalablement sélectionné dont l'offre est jugée économiquement la plus avantageuse.

L'attribution des marchés spécifiques est basée sur les critères d'attribution suivant :

Critère	Fourchette de pondération
Prix	80 à 95%
Valeur technique	5 à 20%

Les critères d'attribution des marchés spécifiques sont précisés dans l'invitation à concourir du marché spécifique considéré.

Article 12.4.1.2 - Enchères électroniques

Sans objet.

Article 12.4.2 - Test de conformité des matériels

Sans objet.

Article 12.5. - Notification des marchés spécifiques

L'acheteur procède à la notification des marchés spécifiques.

Par ailleurs, il informe les participants de la catégorie concernée du SAD (soumissionnaires non retenus) du nom du titulaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre, en respectant un délai d'au moins 11 jours entre la date d'envoi de cette notification et la date de conclusion du marché. Un avis d'attribution est également publié dans un délai de 30 jours à compter de la signature du marché.

Article 13 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13.1 - Exclusion d'un candidat admis

Le pouvoir adjudicateur peut prononcer sans indemnité, l'exclusion à l'égard de tout candidat admis dans le SAD. Cette décision d'exclusion ne peut intervenir qu'après que l'opérateur en ait été informé et invité à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dès réception de la décision d'exclusion. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. Cette exclusion peut intervenir pour un candidat :

- en cas d'absence de réponses du candidat suite à 3 invitations à remettre une offre
- dont le marché spécifique, en tant que titulaire, a été résilié pour faute par le pouvoir adjudicateur,

Article 13.2 - Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par messagerie.

Article 13.3 - Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du SAD s'effectuera en français.

Article 13.4 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

Article 13.5 - Différends

En cas de différend, l'acheteur et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises :

Médiateur des entreprises
98 rue de Richelieu
75002 Paris
Télécopie : 01 53 17 87 92

https://lannuaire.service-public.fr/gouvernement/administration-centrale-ou-ministere_188194

Article 13.6 - Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

F - 75004 Paris

Tél : +33 1 44 59 44 00

Fax : +33 1 44 59 46 46

Courriel : greffe.tapis@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>